

*Investissement étranger—Loi*

Le gouvernement a imposé les gains de capital, cet impôt s'applique aux Canadiens mais non aux Américains qui peuvent encore faire des placements au Canada; ils n'ont pas à verser chez-nous un impôt sur les gains de capital. Quelle disposition a prise le gouvernement au sujet de la retenue fiscale? Il voulait la porter à 25 p. 100 pour les étrangers, mais il n'a pas renégoié les conventions fiscales avec les nations les plus favorisées. Par conséquent, les étrangers peuvent venir au pays, rapporter chez-eux leurs bénéficiaires et n'acquiescer qu'un impôt de 15 p. 100.

Le gouvernement n'a pas donné suite aux recommandations de la Commission Carter à propos de l'impôt sur le revenu. Il avait assuré que cet impôt atteindrait un maximum de 50 p. 100 sans jamais le dépasser. Il avait aussi fait valoir qu'il faudrait intégrer les impôts des sociétés et des particuliers. Les députés à ma gauche n'ont pas cessé de réclamer une telle intégration. Mais non, le gouvernement ne l'a pas fait. Il a fait en sorte que les impôts sur le revenu grimpent jusqu'à l'échelon de 60 p. 100. On n'a pas intégré les impôts des sociétés et ceux des particuliers. Oh, oui, on voit comme il excelle à offrir des encouragements. Voyons encore certaines autres choses. Le chef de mon parti a dit durant la dernière campagne électorale, et peut-être le gouvernement appliquera-t-il cette recommandation, que les gens qui désirent acheter des actions de petites entreprises devraient pouvoir en déduire le coût de leur revenu. Le gouvernement n'a pas appuyé cette proposition. En fait, il a qualifié cette proposition de ridicule. Après tout, il ne tient pas à ce que les petites gens soient propriétaires d'entreprises au Canada.

On a suggéré une autre disposition en vertu de laquelle l'intérêt sur les prêts personnels pourrait être déduit, ou considéré comme une dépense commerciale ou comme dépense d'investissement dans une petite entreprise. Mais le gouvernement actuel ne veut pas en entendre parler. Il n'aidera pas les Canadiens à investir au Canada. On a également suggéré que les banques soient tenues d'accorder un traitement préférentiel aux emprunteurs canadiens. Qu'en est-il en réalité? Combien de sociétés canadiennes jouissent du taux de base? Combien de sociétés canadiennes doivent s'adresser à l'organisme du gouvernement, soit la BEI, pour emprunter de l'argent à un taux de 12 ou de 13 p. 100?

Vraiment, le gouvernement actuel a une attitude tout à fait négative. Il ne veut pas aider les Canadiens; il ne tient pas à favoriser l'épanouissement du Canada. Le gouvernement dit simplement: «Vous ne devez pas faire ceci ou cela.» C'est l'unique principe du bill à l'étude. Il nous faut un programme global qui encouragera les Canadiens à être maîtres chez eux. Pour que le Canada s'épanouisse, il ne doit pas être dirigé par un gouvernement qui a pour seule politique de dire non.

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, je ne voulais pas prendre part au débat jusqu'à ce que j'entende les discours, ou le semblant de discours, du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Si je n'ai pas perdu le fil de son exposé, à supposer qu'il y en avait un, il a semblé dire que le seul gouvernement au Canada digne de confiance en matière de propriété étrangère ou de prise de contrôle par les étrangers, est le gouvernement national et qu'une province, ou un gouvernement provincial souverain...

**Une voix:** Souverain?

[M. Blenkarn.]

**M. Baker:** ... ne peut pas ou ne doit pas intervenir dans ce domaine. Autrement dit, il n'a aucun pouvoir sur la propriété ou la mainmise étrangère dans son propre bailiage. C'est ce qu'il a dit, je crois. Je serais le premier à m'étonner qu'il ne l'ait pas dit. Qu'est-ce qui me fait parler ainsi? Le parti à ma gauche soutient depuis des années que seul le gouvernement peut juger de ce qui est salutaire au pays, que l'entreprise privée n'a pas voix au chapitre. Ce parti-là prétend que plus le pouvoir est centralisé, mieux le pays sera gouverné. Je n'accepte pas cette philosophie. Même si c'était vrai, j'y regarderais en deux fois puisqu'elle vient du parti qui s'est fait l'esclave du libéralisme à la Trudeau au Canada.

Si une seule expression peut décrire exactement le parti à ma gauche, c'est «le brancardier de l'incompétence». De plus, si l'argument du député d'Oshawa-Whitby est un argument constitutionnel, j'affirme qu'il est aussi faux qu'un billet de \$3.

**M. Broadbent:** Magnifique! Maintenant, parlez de mon véritable argument.

**M. Baker:** Je dois avouer que quand j'ai été élu à la Chambre pour la première fois, je ne pensais pas que la question de la propriété et de la mainmise étrangère était bien grave. Toutefois, après avoir entendu un certain nombre de députés pour qui j'ai une vive déférence, mais cela n'inclut pas le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie), j'ai appris qu'il existe vraiment certains problèmes au Canada en ce qui concerne la propriété étrangère.

Je peux lire les statistiques aussi bien que le député d'Oshawa-Whitby et je constate qu'il y a un problème au Canada. Nos principales industries appartiennent dans une large mesure à des étrangers. Je suis persuadé que nous devons nous attaquer au problème d'ici quelques années. Toutefois, nous n'y parviendrons pas si nous tombons dans le négativisme. Notre initiative sera vaine, si nous nous contentons de dire, comme l'a proposé le député de Peel-Sud (M. Blenkarn): «Vous n'agirez pas ainsi.»

Le gouvernement peut accomplir certaines choses. Mon parti affirme que le bill est négatif, car il s'attaque simplement à la moitié du problème. Le bill n'apporte aucune solution à l'autre moitié du problème, qui met en cause la question des stimulants, la lutte contre le chômage, le freinage de l'inflation, source d'inquiétude pour la population, la création de nouvelles institutions financières et la mise en œuvre de politiques qui nous permettent de créer dans notre pays une industrie secondaire appartenant à des Canadiens. Tous ces objectifs devraient être atteints, mais ce bill ne prévoit rien dans ce sens. Ces améliorations ne se produiront pas parce que le bill ne crée pas l'ambiance propice. Voilà ce qui cloche dans ce bill.

**M. Gillies:** Parlez-nous de votre assaut.

● (2130)

**M. Baker:** Une chose dont ce bill ne fait que parler, c'est toute la question des provinces au sein de la confédération. J'ai écouté le député de Crowfoot (M. Horner) et le député de Central Nova (M. MacKay) défendre la position de leur région respective. Je me suis alors dit que nous devons reconnaître les réalités de la confédération. Nous devons reconnaître que les provinces au sein de la confédération ont effectivement une certaine compétence et ont la responsabilité que leur a confiée leur population de résoudre leurs problèmes à leur manière.